

Convention collective

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)**

(Étendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

**AVENANT N° 57 DU 17 JANVIER 2017
RELATIF AUX CONTRATS DE TRAVAIL INTERMITTENTS**

NOR : AGRS1797227M
IDCC : 8262

Entre :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne Franche-Comté
Fédération entrepreneurs des territoires Bourgogne
Fédération CUMA de Bourgogne Franche-Comté

D'une part, et

Union régionale FGA CFDT
Union régionale CFTC
Union régionale CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de compléter les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles, en prévoyant la liste des emplois pour lesquels il est possible de recourir au contrat de travail intermittent.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Liste des emplois pour lesquels il est possible
de recourir au contrat de travail intermittent*

Il est ajouté à la convention collective du 21 novembre 1997 un article 31 *quater* rédigé comme suit :

« Article 31 *quater*

Emplois pour lesquels il est possible de recourir au contrat de travail intermittent

L'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles prévoit dans son article 9.3 que les employeurs agricoles peuvent conclure des contrats de

travail intermittent pour pourvoir des emplois permanents soumis soit à des variations saisonnières ou de production, soit à des contraintes saisonnières ou extérieures de commercialisation, ou conclu dans le cadre de services de remplacements, comportant par nature une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées.

Dans le respect de ce principe général et des autres dispositions de l'accord national précité relatives au contrat de travail intermittent, dans les exploitations et entreprises couvertes par la présente convention collective, les emplois pouvant être pourvus par un tel contrat de travail sont les suivants :

- emplois d'ouvriers et employés exécutants (niveau I, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'article 21 de la présente convention collective) ;
- emplois d'ouvriers et employés spécialisés (niveau II, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'article 21 de la présente convention collective) ;
- emplois d'ouvriers et employés qualifiés (niveau III, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'article 21 de la présente convention collective) ;
- emplois d'ouvriers et employés hautement qualifiés (niveau IV, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'article 21 de la présente convention collective) ;
- emplois de techniciens et agents de maîtrise (TAM niveaux I et II de la classification des emplois prévue à l'article 21 de la présente convention collective).

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à la date de sa signature.

Article 3

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès des services de l'unité territoriale de la DIRECCTE de Côte-d'Or.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 17 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)